

Crise : pourquoi ça n'en finit pas

Tout l'été 2011, la crise a fait trembler le monde. On nous a d'abord dit que c'était la crise grecque, puis la crise des dettes espagnole, italienne, la crise de l'euro, la crise de l'économie américaine -qui a perdu sa note AAA-, la crise boursière, la crise des banques... De quoi avoir un sacré vertige.

Le commun des mortels ne peut à peu près rien comprendre aux explications ni même au langage utilisé par les experts économistes. Ces gens-là ne parlent que pour nous faire croire qu'ils ont une explication. Mais ils n'ont jamais pu prévoir ce qui allait se passer.

Non, c'est bien un monde fou furieux dans lequel nous vivons. Les bourses ont dégringolé tout le mois d'août parce que les gros capitalistes (banques, fonds financiers, assurances) qui achètent et vendent tout et n'importe quoi - monnaies, actions matières premières- ont réalisé que l'économie n'allait pas fort. Et qu'il allait être difficile pour les grands Etats, très endettés, de trouver de l'argent pour diminuer leurs dettes, devenues gigantesques après la crise de 2008.

Sauf que ce sont ces mêmes capitalistes, exactement, qui ont poussé les Etats à serrer la ceinture aux populations, ce qui a freiné une économie déjà fragile. Et ce sont eux aussi qui en 2008, à deux doigts de la faillite, avaient réussi à faire reprendre par les Etats une part de leurs énormes dettes, et les ont mis dans la situation actuelle. En France, en Angleterre, aux Etats-Unis, on nous avait alors fait le coup de nous dire : « *il faut absolument sauver les banques, sinon c'est votre argent qui sera perdu* ».

Les Etats ont donc, soit prêté, soit offert aux banques des centaines de milliards, en euros ou en dollars. Et d'où venait cet argent ? pas de la poche des Etats ; ils étaient déjà endettés. Ils l'ont emprunté, tenez-vous bien, aux banques (oui, cette dinguerie est possible aussi) ; et les banques ont ainsi été doublement sauvées.

Une fois leur dette devenue dette d'Etat, dette publique, elle s'est mélangée à celle qui permet à l'Etat de construire des écoles ou des hôpitaux. Et le tour est joué. L'Etat vient nous dire

aujourd'hui : « *la dette, c'est la dette de tous !* ». Alors qu'une bonne part est celle, qui était privée il y a à peine 3 ans, venue des banques, des assurances, etc...

Les banques françaises, par exemple, ont ainsi des dizaines de milliards d'euros d'obligations (des dettes d'Etat) espagnole ou italienne. Elles espèrent bien les récupérer, et avec intérêt. Seulement, voilà : inquiètes de la situation où sont les Etats -comment ne pas l'être-, elles ont exigé de certains que les obligations qu'ils doivent mettre en vente, le soient avec des intérêts plus forts. Mais plus ce chiffre monte, plus il sera difficile à cet Etat de se désendetter... et plus la crise s'aggrave.

Aux Etats-Unis, où la crise a commencé à éclater, les familles qui se sont retrouvées jetées à la rue se comptent par centaines de milliers ; 46 millions d'Américains sont obligés de recevoir des bons alimentaires pour se nourrir.

Il y a une solution moins injuste : c'est de déclarer ces dettes nulles. Des faillites s'en suivraient ? Certains y perdraient leur argent en banque ? Mais chacun n'a-t-il pas une part de responsabilité : nombre de ceux qui ont beaucoup d'argent en banque ont les moyens de savoir les dangers du système ; mais ils voudraient toujours profiter sans jamais rien avoir à payer. Quant aux plus modestes, ils ont déjà commencé à payer, en Grèce, en Angleterre, ailleurs. Eux, ils ont négligé de s'intéresser au problème, ils ont préféré croire au système ou rêvé d'y réussir.

En Grèce, les manifestations, les grèves ont réussi à faire annuler au moins une petite partie de la dette. Mais ce n'est pas seulement l'injustice des plans d'austérité qui touchent d'abord les plus faibles qu'il faut combattre. Il faut aussi dénoncer, remettre en cause, le système capitaliste, fou, dangereux, implacable.

4/9/2011

L'Ouvrier n° 228

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org